



20.3925

**Motion SPK-N.**

**Keine Lehrabbrüche  
nach langen Verfahren.  
Rückkehrhilfe durch den Abschluss  
einer bereits begonnenen Lehre  
bei einem negativen Asylentscheid**

**Motion CIP-N.**

**Pas d'interruption d'un apprentissage  
en cours à l'échéance  
d'une longue procédure d'asile.  
Permettre aux demandeurs d'asile  
déboutés de terminer  
leur formation en cours**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.20

*Antrag der Mehrheit*

Annahme der Motion

*Antrag der Minderheit*

(Steinemann, Bircher, Buffat, Marchesi, Rüegger, Rutz Gregor)

Ablehnung der Motion

*Proposition de la majorité*

Adopter la motion

AB 2020 N 2596 / BO 2020 N 2596

*Proposition de la minorité*

(Steinemann, Bircher, Buffat, Marchesi, Rüegger, Rutz Gregor)

Rejeter la motion

**Präsident** (Aebi Andreas, Präsident): Die Kommission hat der Petition 19.2033, "Eine Lehre – eine Zukunft", Folge gegeben und dazu die Kommissionsmotion 20.3925 ausgearbeitet.

**Gredig** Corina (GL, ZH), für die Kommission: Ihre Staatspolitische Kommission hat anlässlich ihrer Sitzung im August 2020 die Petition 19.2033, "Eine Lehre – eine Zukunft", behandelt. In der Petition wird gefordert, dass junge Asylsuchende, auch wenn ihr Asylantrag abgelehnt wurde, ihre Ausbildung fortsetzen und eine angefangene Lehre abschliessen dürfen.

Mit der Ihnen vorliegenden Kommissionsmotion wird der Bundesrat beauftragt, die rechtlichen Grundlagen und die aktuelle Praxis dahingehend anzupassen, dass Asylsuchende bei einem negativen Asylentscheid vor der Rückkehr ins Herkunftsland ihre berufliche Grundbildung mittels einer verlängerten Ausreisefrist in der Schweiz weiterführen und abschliessen können.





Heute müssen Lernende ihre bereits begonnene Berufsbildung nach einem negativen Asylentscheid abbrechen. Dies betrifft insbesondere junge Personen, deren Verfahren noch nach dem alten Asylrecht abgelaufen ist. Sie warten seit mehreren Jahren auf den Asylentscheid und haben in dieser Zeit eine Lehre begonnen. Eine Ausbildung ist für junge Leute von zentraler Bedeutung, um sich eine Zukunft aufzubauen. Ausgebildete können einen konstruktiven Beitrag leisten, egal ob in der Schweiz oder im Herkunftsland. Die berufliche Grundbildung ist die beste Starthilfe, um im Arbeitsmarkt Fuss zu fassen. Betroffene Lehrbetriebe, die in die Ausbildung der Lehrlinge investiert haben, müssen von einem Tag auf den anderen auf eine bereits eingearbeitete Arbeitskraft verzichten. Die heutige Regelung bringt somit eine schwierige Situation für die Lehrmeister und deren Betriebe, oft Gewerbebetriebe und im Pflegebereich tätige Unternehmen.

Mit den neuen Verfahrensvorschriften, mit der im März 2019 in Kraft getretenen Beschleunigung des Asylverfahrens sollten Asylverfahren in den meisten Fällen innert 140 Tagen rechtskräftig entschieden werden. Deshalb geht es hauptsächlich um Personen, deren Verfahren noch nach dem alten Asylrecht ablief und die einen ablehnenden Asylentscheid erhalten haben oder bei denen ein Entscheid noch aussteht.

Die Kommissionsminderheit befürchtet bei einer Änderung des Status quo ein neues Missbrauchspotenzial und steht dem Anliegen deshalb ablehnend gegenüber.

Ihre Staatspolitische Kommission empfiehlt Ihnen die vorliegende Kommissionsmotion mit 16 zu 9 Stimmen zur Annahme.

**Cottier** Damien (RL, NE), pour la commission: Permettre à un jeune requérant ou à une jeune requérante d'asile d'entamer un apprentissage en Suisse, c'est lui donner la perspective d'un avenir. C'est la réflexion qu'ont faite les autorités suisses en permettant que de telles formations soient effectuées, et c'était compatible avec des procédures d'asile qui étaient souvent de longue durée.

Dans ce contexte, l'interruption abrupte de l'apprentissage n'est pas une bonne idée, et cela au moins pour trois raisons. Premièrement, un renvoi en milieu de formation ôte une perspective d'avenir à un jeune ou à une jeune, et cela alors que sa formation est peut-être déjà très avancée. C'est psychologiquement et humainement peu opportun.

Deuxièmement, le temps et l'argent ainsi investis dans cette personne ne sont pas valorisés à leur juste niveau. Or, l'investissement dans la formation d'une personne déboutée est aussi une aide au retour. C'est donc à la fois dans l'intérêt de la personne et de la Suisse.

Troisièmement, l'entreprise dans laquelle cette jeune personne est apprentie aurait investi en vain et se retrouverait dans une situation problématique à courte échéance en cas d'interruption brutale. Et, là aussi, il serait peu opportun de créer une telle instabilité pour les entreprises formatrices.

Pour ces trois raisons, la majorité de la commission a donc donné raison à la pétition 19.2033, "Un apprentissage – Un avenir". Certes, les cantons peuvent aujourd'hui déjà accorder des exceptions dans les cas de rigueur. Mais il s'agit justement de cas de rigueur – il faut que la personne soit dans cette situation –, et le seul motif de la fin d'une formation n'est pas en soi un argument suffisant pour activer cette disposition.

Des exceptions sont aussi possibles, dans des cas dûment motivés en vertu de l'article 45 alinéa 2bis de la loi sur l'asile, pour prolonger un délai de départ d'une durée de six mois au maximum dans des circonstances particulières. Cela peut s'appliquer ici, mais la majorité de la commission estime que ce délai de six mois peut être trop court pour achever une formation. La pratique montre qu'il y a des cas assez dérangeants, notamment de mineurs non accompagnés arrivés en Suisse qui ont dû quitter le pays, par exemple après deux années d'apprentissage.

C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission souhaite remédier à ces cas avec, au fond, davantage de générosité que ce que la situation actuelle autorise, en permettant aux requérants d'asile déboutés qui bénéficient d'un contrat d'apprentissage ou de formation valable, et qui sont intégrés sur le marché du travail, de se voir accorder une prolongation de délai de départ, afin de terminer leur formation professionnelle initiale avant de retourner dans leur pays d'origine.

Cette proposition n'implique aucun droit de rester au-delà de la fin de la formation initiale. Cette réglementation vise principalement les cas restant à régler, qui relevaient de l'ancien droit, puisque dans le nouveau droit entré en vigueur en 2019 – traitement dans les 140 jours d'une procédure d'asile –, on peut estimer qu'en pratique il sera impossible d'entamer un apprentissage dans une période aussi courte et que la question ne se posera donc plus vraiment à l'avenir.

On le voit, la portée de cette proposition reste donc assez limitée. Comme cela a été dit en commission, ce n'est pas un phénomène de masse et c'est une solution transitoire qui est proposée pour cette problématique. La majorité de la commission estime néanmoins important de mieux régler ces quelques situations qui sont problématiques, aussi sur le plan humain.



Une minorité de la commission estime que cette motion peut créer des risques de contourner la décision de renvoi ou des mauvaises incitations. Elle recommande par conséquent de rejeter la motion.

La majorité de la commission vous recommande d'approuver cette motion. La commission a pris sa décision par 16 voix contre 9. Ce faisant, notre conseil aura aussi traité la pétition 19.2033, "Un apprentissage – Un avenir".

**Fridez Pierre-Alain** (S, JU): Cher collègue, nous siégeons ensemble dans la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Je vous sens très ouvert sur ces questions. Vous avez parlé des jeunes migrants non accompagnés qui arrivent dans notre pays. Partagez-vous l'avis qu'il est essentiel que ces jeunes – si par hasard ils devaient retourner dans leur pays – puissent bénéficier, dans notre pays, d'une formation complète, quel que soit le droit en vigueur, donc même au long cours, afin de vraiment leur donner un espoir pour l'avenir?

**Cottier Damien** (RL, NE), pour la commission: Monsieur le président de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, c'est vrai que nous y siégeons ensemble, mais je m'exprime ici au nom de la Commission des institutions politiques, donc mon avis personnel compte relativement peu dans cette histoire. Là, on parle uniquement des personnes relevant de l'ancien droit qui avaient commencé une formation et dont on estime qu'elles devront pouvoir la finir. Avec le nouveau droit et le traitement des demandes d'asile dans un délai de 140 jours, on peut estimer qu'il est

AB 2020 N 2597 / BO 2020 N 2597

assez peu probable qu'une formation aura commencé ou qu'elle sera suffisamment avancée pour qu'un véritable problème se pose. A titre personnel, j'estime que la formation est importante, mais si la procédure est, conformément au nouveau droit, effectivement réalisée en 140 jours, il n'est probablement pas possible de la donner en Suisse pour ceux qui doivent ensuite quitter le pays.

**Steinemann Barbara** (V, ZH): Im Namen der Minderheit und im Sinne des Bundesrates beantrage ich Ihnen hier die Ablehnung dieser Motion. In der Asylgesetzrevision wurde uns versprochen, dass die Asylverfahren innerhalb von 140 Tagen abgeschlossen werden. Asylbewerber sollen auch nicht mehr die Asylstrukturen der Gemeinden belasten, sondern bis zum Abschluss des Verfahrens möglichst in den Unterkünften des Bundes verbleiben.

Warum brauchen Lehrmeister ausgerechnet Asylbewerber als Lehrlinge? Wir haben laut Statistik per 31. Oktober 2020 fast 50 000 vorläufig Aufgenommene und ebenfalls per 31. Oktober 2020 fast 50 000 anerkannte Flüchtlinge. Die meisten Vertreter beider Kategorien arbeiten nicht. Vorläufig Aufgenommene beziehen zu 87 Prozent Sozialhilfe. Die Sozialhilfequote im Flüchtlingsbereich beträgt 85 Prozent. Anerkannte Flüchtlinge verfügen sogar über ein dauerhaftes Bleiberecht. Die Arbeitgeber sollten sich, das wäre der Wunsch der Minderheit, auf diese Personen fokussieren. Es dürfte den Lehrmeistern tatsächlich möglich sein, unter diesen fast 100 000 Personen aus dem Asylbereich einen passenden Lernenden zu finden.

Wir von der SVP-Fraktion haben Hand zu einer Formulierung geboten, wonach nach Abschluss einer allfälligen Lehre keine Ausnahme von der Rückkehrpflicht zugelassen worden wäre. Eine Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung ausschliesslich zum Zweck der Beendigung einer angefangenen Lehre und ein Ausschluss aller anderen Gründe hätten uns von einem Minderheitsantrag abgehalten. Wir hätten auch dann zugestimmt, wenn der Zeitraum zum Abschluss der Lehre auf wenige Monate beschränkt worden wäre. Diese Formulierung war jedoch nicht erwünscht. Das hat den Beigeschmack, dass dann doch wieder Härtefälle reklamiert werden können; die vorliegende Formulierung schliesst dies nicht aus. Zuwanderungsfreundliche Arbeitgeber sollten nicht damit rechnen dürfen, dass der Lehrling dann die ausländerpolitischen Spielregeln umgehen kann.

Im Übrigen würde der Anspruch auf eine Beendigung der Lehre bzw. der damit verbundene Anspruch auf eine verlängerte Aufenthaltsbewilligung dem Gleichbehandlungsprinzip widersprechen. Willkürliche Ausnahmen unterlaufen das Prinzip des Asylwesens. Wir diskutieren hier über ganz wenige Fälle. Es werden immer weniger. Wird die Revision des Asylgesetzes tatsächlich so ehrgeizig umgesetzt, wie es uns im Rahmen des Abstimmungskampfes im Frühling 2016 versprochen wurde, dann dürfte es solche Fälle bald nicht mehr geben. Dann kann auch nicht mehr ins Feld geführt werden, dass Lehrmeister und Asylbewerber für sogenannt verschlammte Verfahren zahlen müssten. Mit dem Beginn einer Lehre soll man nicht unsere demokratisch beschlossenen ausländerrechtlichen Bestimmungen unterlaufen können.

Auch die SVP ist selbstverständlich nicht pauschal gegen Integration, aber sie ist für Integration bei den Richtigen – und abgewiesene Asylbewerber sind definitiv die Falschen.



**Pasquier-Eichenberger** Isabelle (G, GE): Madame la conseillère nationale, j'ai une question à vous poser. Vous dites qu'il s'agit de très peu de cas, de très peu de personnes. J'ai une impression très différente. Je viens d'un canton qui a accueilli beaucoup de mineurs non accompagnés pendant des périodes de crise. Ces jeunes ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays, parce qu'il n'y a pas d'accord de réadmission ou parce que les conditions ne le permettent pas. Quelle est la perspective que vous donnez à ces jeunes qui ne peuvent pas terminer leur apprentissage?

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Unbegleitete minderjährige Asylbewerber haben einen anderen Status als abgewiesene Asylbewerber. Abgewiesene Asylbewerber sind erwachsen und grundsätzlich über 18 Jahre alt. Sie sind nicht unbedingt unbegleitet in die Schweiz gekommen. Sie sind in den Bundesasylzentren und befinden sich in einem Verfahren. Unbegleitete minderjährige Asylbewerber sind grundsätzlich den Kantonen zugeteilt. Sie besuchen dort in den kantonalen Strukturen die Schule. Das hat mit einer Lehre nichts zu tun.

**Marti** Samira (S, BL): Geschätzte Frau Kollegin Steinemann, es geht hier ja um junge Menschen, die einen Arbeitgeber gefunden haben, der sie gerne in seinem Betrieb ausbilden möchte. Als Ökonomin muss ich dazu sagen, dass es sich dabei eigentlich um eine perfekte Allokation des privatwirtschaftlichen Marktes handelt. Wie kommt es, dass Sie da dazwischengrätschen?

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Wir haben unsere ausländerrechtlichen Bestimmungen. Diese wurden einmal von der Bevölkerung akzeptiert. Ich denke, das sollte auch ein Arbeitgeber akzeptieren. Er sollte keine Personen anstellen, die ein ungesichertes Bleiberecht haben – deshalb dieser Minderheitsantrag.

**Klopfenstein Broggini** Delphine (G, GE): Encore une question: quand les mineurs non accompagnés deviennent majeurs, ils sont encore en situation d'apprentissage, que faites-vous dans ces situations, alors qu'ils ne peuvent pas continuer de progresser dans de bonnes conditions en Suisse?

**Steinemann** Barbara (V, ZH): Die unbegleiteten Minderjährigen sind in den Asylstrukturen der Kantone. Mit dem Erreichen des 18. Altersjahrs kommen sie in die Strukturen der Gemeinden. Dort beginnt das Asylverfahren zu laufen. Nach Abschluss des Asylverfahrens, wenn sie ein gesichertes Bleiberecht haben, hat doch niemand etwas dagegen, wenn ein Arbeitgeber ihnen eine Lehre anbietet. Solange das Aufenthaltsrecht aber nicht gesichert ist, soll kein Arbeitgeber, kein Lehrmeister solche Personen anstellen.

**Keller-Sutter** Karin, Bundesrätin: Das Anliegen, das Ihre SPK hier formuliert, ist nicht neu: In den letzten Jahren sind verschiedene Vorstösse mit demselben Ziel eingereicht worden. Ich kann Ihnen versichern, dass der Bundesrat Verständnis für das Anliegen hat. Trotzdem lehnt er die vorliegende Motion so, wie sie von der SPK Ihres Rates präsentiert wird, ab. Ich möchte das kurz begründen.

Asylsuchende, die ihr Gesuch vor dem 1. März 2019 eingereicht haben, d. h. vor Inkrafttreten des neuen Asylgesetzes, mussten in der Tat teilweise lange auf ihren Asylentscheid warten. Einzelne von ihnen haben während des Verfahrens eine Lehre begonnen und während ihrer Ausbildung einen negativen Asylentscheid erhalten. Sie mussten teils ihre Lehre abbrechen und unser Land verlassen. Ich kann sehr gut verstehen, dass Lehrabbrüche aus Sicht der Asylsuchenden, aber auch aus Sicht der Lehrbetriebe, unbefriedigend sind. In einem kleinen Betrieb kann ein solcher Abbruch die Planungssicherheit beeinträchtigen. Es ist auch nicht in Abrede zu stellen, dass eine erfolgreich abgeschlossene berufliche Grundbildung in der Schweiz die Reintegrationschancen im Heimat- oder Herkunftsstaat der ausländischen Person erhöhen kann.

Nun, die Verhältnisse haben sich aber geändert. Ich habe es gesagt: Seit dem 1. März 2019 ist ein neues Asylgesetz in Kraft. Bei diesem neuen Recht ist es so, dass in den allermeisten Fällen innert 140 Tagen das Asylverfahren durchgeführt und abgeschlossen ist. Das wird auch dazu führen, dass in naher Zukunft solche unbefriedigenden Situationen kaum mehr vorkommen können, denn dank der verkürzten Verfahrensdauer kann davon ausgegangen werden, dass Asylsuchende bis zum Zeitpunkt eines negativen Asylentscheids noch gar keine Ausbildung begonnen haben.

Mit der nun vorliegenden Motion möchte Ihre Kommission die rechtlichen Grundlagen anpassen. Der Bundesrat erachtet dies nicht als nötig. Es wurde gesagt, es betreffe noch wenige Fälle. Ich kann Ihnen sagen: Ich habe im Sommer 2019 verschiedene Optimierungsmassnahmen in Auftrag gegeben. Und ich habe in Auftrag gegeben, dass die

AB 2020 N 2598 / BO 2020 N 2598

altrechtlichen Fälle, also jene aus der Zeit vor dem 1. März 2019, abgetragen werden. Diese Bewältigung der altrechtlichen Fälle ist auf Kurs. Wenn es so weitergeht, wird es Ende Februar 2021 gar keine altrechtlichen





Fälle mehr geben; sie werden alle entschieden sein.

Wenn es noch darum geht, Ausnahmen nach altem Recht zu finden, dann ist das durchaus möglich. Es kann – es wurde auch von der Sprecherin und dem Sprecher der Kommission gesagt – eine Verlängerung der Ausreisefrist beantragt werden. Oder wenn jemand sich bereits fünf Jahre in der Schweiz aufhält, kann ein persönlicher Härtefall geltend gemacht werden. Auch für die vielleicht noch wenigen Fälle, die nach altem Recht entschieden werden müssen, werden – das kann ich Ihnen sagen – das SEM und auch die Kantone sicher Hand bieten, um Lösungen zu finden. Aber es scheint mir nicht angezeigt, dass Sie eine gesetzliche Lösung treffen für eine Fallkonstellation, die es voraussichtlich ab Ende Februar 2021 gar nicht mehr geben sollte.

**Präsident** (Aebi Andreas, Präsident): Die Mehrheit der Kommission beantragt die Annahme der Motion. Eine Minderheit Steinemann sowie der Bundesrat beantragen die Ablehnung der Motion.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 20.3925/22110)

Für Annahme der Motion ... 129 Stimmen

Dagegen ... 54 Stimmen

(7 Enthaltungen)